



L'Institut Fédéral d'Histoire Sociale et l'université se penchent sur l'engagement des travailleurs de l'État de la Résistance à la Reconstruction.

L'Institut d'histoire sociale de la fédération organise début 2011 une journée d'études à laquelle ont accepté de collaborer plusieurs historiens spécialistes reconnus du mouvement ouvrier, du syndicalisme et de l'Armement et de l'industrie. Le thème en est : « l'engagement des travailleurs de l'Etat, de la Résistance à la Reconstruction (1936-1956) ». Le TE a demandé à Patrick Mortal de préciser le projet poursuivi à cette occasion.



Le TE : Qu'est-ce qu'une conférence peut apporter de plus à notre connaissance de ce sujet ? Tout le monde ne sait-il pas, dans nos professions au moins, que ce moment est riche d'histoire ? Qui ignore l'engagement résistant, l'existence des comités mixtes à la production et des conférences nationales pour la reconversion des arsenaux lors de la Reconstruction ? Qui ne sait que cela se termine par les révocations massives de militants dans les années 1950, presque tous anciens résistants, majoritairement à la CGT ?

PM : Il ne s'agit pas d'une simple conférence, mais d'une étape dans une réflexion de long terme, qui devrait déboucher sur un ouvrage collectif dans l'année suivante.

Certes, ce grand moment n'est pas ignoré des travailleurs de l'Etat d'aujourd'hui. Du moins... pas ignoré des militants. Mais il y a deux raisons fortes pour y revenir, au-delà même de la défense de la mémoire :

- D'abord, l'insistance du pouvoir aujourd'hui en place à vouloir remettre en cause ce qui a été réalisé pour durer à la Libération -tout en récupérant la Résistance à sa façon- suffirait à nous inciter à rappeler les intentions et les

contradictions qui ont animé les hommes et les femmes de cette époque.

- Ensuite, tout cela soulève beaucoup de confusions : ce qui est resté est le résultat de compromis et de rapports de forces et ce n'est pas intégralement la position de ceux qui étaient majoritaires dans la Résistance qui prévaut pour finir. Il faudrait donc retrouver ce que fut la position de chacun. Si les travailleurs de l'Etat sont en eux-mêmes une part de ce qu'on appelle parfois l'exception française, peut-être n'est-il pas inutile de revenir sur leurs positions au moment où elle se constitue véritablement, tandis qu'on nous demande jour après jour d'y renoncer.

Et puis il y a une autre raison : le thème, c'est l'engagement politique des militants. A côté des dirigeants fédéraux, il n'y a pas moins d'une quinzaine de députés et sénateurs concernés, et bien plus encore de militants qui prennent des responsabilités dans les villes et resteront des piliers de la vie locale pendant des décennies. C'est réellement un moment particulier de ce point de vue. Pourquoi ? Il y avait eu et il y aura encore ensuite bien des situations fortes où cela pourtant ne se produit pas à la même échelle. Au moment où on s'interroge sur la participation des citoyens à la vie publique, et où l'Etat subit la critique virulente de ceux mêmes qui l'ont en charge, peut-être l'histoire des travailleurs l'Etat a-t-elle quelque chose à dire ?

Enfin, il y a une dernière raison : la recherche historique avance, et il n'est sans doute pas superflu de resituer dans l'ensemble la place de ces professions si spécifiques. C'est un peu ce que nous attendons des universitaires qui nous font l'honneur de contribuer à cet effort.

Riche pour la fédération et ses militants, cette initiative est donc en même temps tournée vers l'extérieur. En ce sens c'est un pas important dans la construction de l'Institut comme acteur de la recherche.

Le TE: Pourtant, la plupart des militants qui s'engagent alors sont issus de la CGT et pour beaucoup du PCF. N'ont-ils pas simplement contribué à défendre leur ligne politique ? Y a-t-il une réelle spécificité de ces engagements ?

PM : À bien y regarder, les choses sont ici aussi plus complexes. La matinée de cette conférence sera justement consacrée à montrer le caractère multiforme des engagements de l'époque. C'est une des questions jusqu'ici peu abordées : peut-on par exemple trouver des cohérences entre les engagements militants et les efforts des ingénieurs et techniciens dont les travaux vont jouer un rôle important dans la reconstruction de l'industrie française ? Dans quelle mesure cela renvoie-t-il à une idéologie partagée, à un même point de vue qui serait alors celui des travailleurs de l'Etat ? Peut-on esquisser une mesure de cette contribution ? De plus, les engagements syndicaux et politiques sont eux-mêmes plus divers qu'il ne semble à première vue, et les prises de responsabilité des députés communistes eux-mêmes ont des caractéristiques propres à chacun. En fait, il est nécessaire de revisiter la totalité de la participation des travailleurs de l'Etat à cette phase si particulière.

Le TE: Mais l'action de ces hommes n'est-elle pas déjà largement connue ?

PM : Pas dans sa diversité et son foisonnement en tous cas. A côté d'un dirigeant fédéral dont le souvenir est resté dans le monde des militants comme Louis Sangély, on trouve des hommes politiques connus bien au-delà des frontières de la profession et du mouvement ouvrier, comme Jean Bartolini ou Gabriel Paul ; on trouve aussi des personnages dont le parcours est riche d'enseignements pour l'histoire ouvrière en général : un Marcel Cherrier par exemple, ou un Michel Olagnier. Derrière chaque nom connu se profilent aussi des familles, voire des dynasties ouvrières, des groupes d'action, des amitiés aussi... Au titre des engagements différents, on pourrait citer l'un des fondateurs de la CFDT, Marcel Gonin, ou le député MRP Emmanuel Fouyet. Et puis il y a –ce sont parfois les mêmes- les héros résistants, trop intouchables parfois pour avoir fait l'objet d'une analyse historique, pourtant nécessaire : d'où leur vient leur force de conviction ? Qu'est-ce qui les met en mouvement ? Et puis les si nombreux presque anonymes, comme ceux dont les noms figurent sur les monuments aux morts de la Résistance, et dont les archives révèlent parfois les caractéristiques personnelles, permettant l'ébauche d'une analyse objective, comme nous en avons fait l'expérience en préparant le colloque de Saint-Etienne l'an passé.

Le TE: Tout de même, tout cela finit par la vague de révocations. Au fond, une fois la répression passée, tout était dit ?

PM : Mais tout était aussi étouffé. Au demeurant, beaucoup reste à éclaircir sur ce sujet. Bien sûr, les révocations se comprennent dans le contexte de la guerre froide. Mais en rester là n'est-il pas une facilité ? La répression ne commence pas en 1947 pour les travailleurs de l'Etat. Quelles continuités, et quelles évolutions peut-on constater entre le début et la fin de la période retenue ? Cette interrogation réserve peut-être sinon des surprises, du moins la possibilité d'une mise en perspective : dans quelle mesure était-on révoqué parce qu'on refusait la guerre, parce qu'on était proche de l'URSS, parce qu'on soutenait les luttes anticoloniales, ou parce qu'on avait organisé la reconversion des arsenaux et qu'on était porteur d'un projet différent ? Comment les ouvriers de l'Etat ont-ils été perçus dans la société et les institutions à ce moment-là ? Quelles conséquences sur la suite.

Au-delà, il faut aussi rappeler que tout n'a pas disparu, c'est le moins que l'on puisse dire : c'est le statut même qui est refondé avec le décret de 1951 et d'autres mesures de cette époque. Les Comités mixtes à la production eux-mêmes, ne disparaissent ni au même rythme ni en laissant les mêmes traces dans les différents secteurs. Mais la vie des salariés et celle de l'Etat en reste marquée.

Le TE: dans ce cas, le projet n'est-il pas trop ambitieux pour une journée ?

PM : Evidemment oui. Mais c'est pour l'IFHS une façon de montrer un chemin. Nous avons déposé –ou plutôt, nous sommes en train de poursuivre le dépôt- de nos archives au CAAP* ; nous avons à cette occasion noué des liens précieux avec ses personnels, qui sont aujourd'hui mobilisés, très concrètement, pour contribuer à cette recherche, et nous permettent d'accéder aussi dans d'excellentes conditions aux archives de l'administration elle-même. Nous expérimentons l'usage de l'Internet dans la transmission des inventaires et pour une part des documents. Bref, nous ouvrons des chemins pour l'avenir. En cela, nous croyons être fidèles à la tradition des travailleurs de l'Etat.

* **CAAP :** *Centre des Archives de l'armement et des Personnels ; on ne peut terminer cet entretien sans mentionner le travail remarquable accompli pendant cet été par Martine Destouches, responsable du bureau des publics et de la valorisation.*

Patrick Mortal est chargé de cours à l'université de Lille 3 Charles de Gaulle et membre fondateur de l'IFHS-TE-CGT. Il est notamment l'auteur de plusieurs articles et conférences sur l'histoire de l'Armement et de l'ouvrage tiré de sa thèse de doctorat : *Les armuriers de l'Etat du Grand siècle à la globalisation (1665-1982)*, PU du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2007.